



# FINANCE ET INTÉGRATION SOCIALE : APERÇUS DE L'EXPÉRIENCE DU GROUPE BANQUE MONDIALE

CARLOS E. CUEVAS\*

L'intégration sociale est déterminée par différents mécanismes qui agissent souvent de manière associée. L'un d'entre eux est l'intégration économique, l'interdépendance des agents individuels à travers les marchés<sup>1</sup>. On peut donc en déduire qu'il existe une relation entre la finance et l'intégration sociale étant donné que le développement financier est étroitement lié à la croissance, celle-ci s'accompagnant d'une participation accrue des individus dans les marchés financiers et non financiers, et que, par conséquent, une intensité financière accrue contribue à l'intégration sociale en générant simplement de la croissance<sup>2</sup>.

Cet article<sup>3</sup> émet l'hypothèse que, en plus de son impact général sur la croissance et la réduction de la pauvreté, la finance a le potentiel de promouvoir l'intégration sociale à travers :

- des développements dans les systèmes financiers, tels que le développement institutionnel général (ex : microfinance, crédit immobilier et actionnariat)<sup>4</sup> et les progrès technologiques (ex : E-finance) qui contribuent à la cohésion sociale en élargissant et en « démocratisant » l'accès à des services de base tout en offrant, à l'ensemble du public, une part dans la propriété des actifs financiers ;

- des interventions ciblées (directes) qui élargissent la portée des institutions financières à des segments de la population défavorisée (ex : les populations rurales pauvres), ce qui facilite leur intégration dans l'économie en général.

En outre, ce dernier mécanisme fait apparaître une relation à double sens entre la cohésion sociale et la participation aux marchés financiers dans laquelle des éléments du capital social, tels que l'influence des pairs et la solidarité de groupe, permettent le fonctionnement efficace des institutions financières pour des personnes qui en seraient exclues autrement. Cet article fait appel au travail sur la politique du groupe Banque mondiale et également sur l'expérience opérationnelle pour soutenir ces propositions.

## POSSIBILITÉS OFFERTES AUX INDIVIDUS, PARTICIPATION AUX MARCHÉS ET SYSTÈMES FINANCIERS

Le développement a été conçu comme « un procédé pour étendre les vraies libertés dont les gens peuvent bénéficier. Ceci comprend la liberté de participer à l'éco-

\* Département développement du secteur financier, Banque mondiale.

nomie, ce qui implique l'accès au crédit, entre autres possibilités... »<sup>5</sup>. Le moyen le plus efficace pour participer à l'économie est peut-être de participer au système financier parce que l'utilisation et la maniabilité de l'argent font que l'entrée dans l'économie équivaut à entrer dans de nombreux marchés différents en même temps.

Ainsi que nous l'indiquions plus haut, la contribution de la finance à la croissance sur le long terme est le premier moyen et le plus crucial permettant au développement financier de contribuer à réduire la pauvreté, en améliorant les possibilités des pauvres<sup>6</sup> (principalement en améliorant la productivité des facteurs, cf. encadré 1). Pour que cet impact essentiel du développement sur la pauvreté puisse se faire sentir, la participation au marché doit être considérée comme un catalyseur souhaitable et efficace qui renforce la portée générale et la distribution de cet impact.

Même avec l'amélioration des systèmes financiers, le problème de l'accès aux services financiers pour les pauvres, les petites et très petites entreprises et les ménages à bas revenus, reste une contrainte considérable à la participation économique. Des institutions, des méthodes et des techniques novatrices ont réduit les contraintes de coût et d'information propres à la finance à une

petite échelle (fourniture de crédit, services de dépôt et de transfert pour les petites transactions). Ceci a élargi la portée générale des institutions financières et a rendu les services financiers disponibles à des groupes qui n'y avaient pas accès auparavant, tels que les femmes, les populations rurales pauvres, d'une manière qui assure la viabilité institutionnelle<sup>8</sup>. Cependant le potentiel de développement reste considérable. Certaines innovations ont utilisé des éléments du capital social, tels que l'influence des pairs et la responsabilité solidaire du groupe pour réduire le coût des transactions et les défaillances sur les emprunts, ce qui laisse supposer un degré d'interdépendance entre la finance et la cohésion sociale à cette échelle microéconomique. Il est probable que, au fur et à mesure que l'échelle des institutions augmente leur utilisation de moyens de contrôles internes modernes, les contrôles externes et finalement une supervision formelle remplaceront la confiance mutuelle et la surveillance directe que la dynamique de groupe offre aujourd'hui. Cependant, la valeur des qualités de la cohésion sociale est indiscutable, alors que se créent des institutions financières de nature communautaire. Une considération importante est la manière d'encourager la participation au marché. Les deux sections

### Encadré 1

#### Développement financier et réduction de la pauvreté

En plus de permettre des transferts de fonds en échange de produits et de services, les institutions financières remplissent plusieurs fonctions économiques essentielles : le recueil de l'épargne (en augmentant substantiellement le nombre de débouchés et d'instruments pour détenir des actifs) ; l'allocation des capitaux ; le contrôle des gestionnaires (qui sont chargés de répartir les fonds) ; et la transformation des risques (en rassemblant et en transférant les risques parmi les agents économiques). La réalisation de ces fonctions permet à la finance de contribuer à la croissance sur le long terme, principalement en améliorant la productivité des facteurs<sup>7</sup>. C'est à travers cette contribution que le développement financier améliore substantiellement les possibilités des pauvres et donc leur aptitude à surmonter la pauvreté.



qui suivent décrivent deux voies parallèles et pleinement compatibles. L'une repose sur des améliorations des systèmes qui rendent meilleur l'accès général aux services financiers ; l'autre propose des interventions dirigées vers des groupes cibles spécifiques.

### **ENVIRONNEMENT PRÉALABLE, DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE DOMAINE FINANCIER**

La création de mécanismes efficaces pour faire respecter les contrats et régler les litiges, de même que l'amélioration des flux d'information, sont des éléments essentiels à un environnement préalable pour le développement financier et l'élargissement de l'accès. Des lois de nantissement, des droits de propriété, des registres et des mécanismes d'exécution qui permettent l'utilisation de biens mobiliers, et plus généralement un environnement légal et concurrentiel approprié pour des transactions sécurisées, sont parmi les mesures politiques à plus fort potentiel pour ouvrir la participation au marché à ceux qui n'y ont pas accès. Les mesures qui encouragent la concurrence, comme de faciliter l'arrivée de sociétés financières étrangères solides, ont déjà fait leurs preuves dans l'amélioration de l'efficacité et l'élargissement des activités du secteur financier en élargissant l'expansion à des marchés jusque-là inexploités.

De plus, améliorer l'information disponible en mettant en place ou en étendant la couverture des centrales de risques permet l'octroi de prêts non sécurisés en prenant en compte l'expérience passée de l'emprunteur en matière de crédit. Les techniques modernes, telles que l'évaluation des risques-clients, jusqu'ici limitées au crédit

consommateur, sont progressivement appliquées au financement des petites entreprises en utilisant les informations figurant dans les centrales de risques, lorsque celles-ci deviennent disponibles. Des innovations dans des domaines spécifiques, tels que le crédit immobilier qui, en plus de son effet direct d'intégration sociale, libère également des fonds qui peuvent être investis dans des petites entreprises et dans des actifs productifs. Etant donné son rôle central, le crédit immobilier peut être un levier politique majeur pour réduire la pauvreté en faisant du logement un pilier central de développement économique à travers la mobilisation de l'épargne, la création d'emplois, une protection sociale et une accumulation de biens pour les ménages (en particulier les pauvres). En plus de son impact sur la réduction de la pauvreté, le crédit immobilier sert aussi de mécanisme de responsabilisation en construisant une catégorie d'individus qui sont directement partie prenante dans l'économie.

En dehors des facteurs environnementaux décrits ci-dessus, la politique des Etats en faveur du développement financier peut soit suivre l'approche « institutionnelle » traditionnelle, centrée sur les banques commerciales en tant que fournisseurs de toute une gamme de services, soit adopter ce qu'on appelle l'approche « fonctionnelle ». Dans ce dernier cas, « les services sont séparés selon leurs différentes fonctions, chacun ayant ses structures de production, sans être nécessairement associé à un quelconque type d'institution financière »<sup>9</sup>. Ce changement de paradigme est nécessaire à la finance électronique afin de pouvoir réaliser un potentiel considérable, surtout dans les pays ne disposant pas de systèmes financiers fonctionnant efficacement (cf. encadré 2).

L'approche « institutionnelle » peut encore bénéficier d'innovations technologiques, notamment des instruments électroniques, tels que les cartes à puce et les appareils de poche, ainsi que de l'utilisa-

### Encadré 2

#### Finance électronique : potentiel et nouveaux problèmes de politique

Les services financiers électroniques, qu'ils soient proposés en ligne ou à travers d'autres mécanismes à distance, se sont développés rapidement ces dernières années et présentent un potentiel de pénétration élevé et rapide. D'ici à 2005, la part de la banque en ligne pourrait passer de 8,5 à 50 % dans les pays industrialisés, et de 1 à 10 % sur les marchés émergents. La finance électronique aboutira sans doute à des coûts beaucoup plus bas, à une concurrence accrue dans les services financiers grâce à de nouveaux arrivants et à une concurrence plus vive parmi les fournisseurs actuels de services financiers. Ces développements vont obliger les banques à réduire leurs frais d'intermédiation et leurs commissions, car la fourniture de services financiers électroniques est beaucoup moins coûteuse que lorsque sont utilisées les technologies actuelles.

Pour les pays qui ont des systèmes financiers sous-développés, la finance électronique peut être une révolution - et il y a des anecdotes qui indiquent que ceci a déjà commencé. Dans beaucoup de pays africains, par exemple, la monnaie électronique et les cartes multifonctions offrent des services d'épargne et de paiement à des clients qui souvent n'ont même pas de compte bancaire officiel.

La réalisation des avantages de la finance électronique va nécessiter des changements dans la politique de l'Etat envers les services financiers. Les problèmes les plus pressants concernent l'environnement préalable, c'est-à-dire la mise en place de cadres réglementaires et autres pour faire respecter les contrats, pour l'information et la confidentialité, les télécommunications, la sécurité et les infrastructures publiques nécessaires aux transactions électroniques. La finance électronique réduit le besoin de l'intervention de l'Etat dans le secteur financier, mais souligne son rôle dans la création d'un environnement préalable et modifie les rôles des gouvernements dans la finance spécialisée.

*Extrait de Claessens, Glaessner and Klingebiel, 2001.*

tion de l'Internet, pour réduire les coûts d'intermédiation et les risques, ce qui permettra aux banques commerciales et aux autres institutions financières officielles de s'orienter en direction du « bas du marché ». Il existe plusieurs exemples de banques et d'institutions spécialisées qui ont adopté des techniques, des méthodes novatrices et de nouvelles technologies, pour étendre leurs services à de nouvelles clientèles<sup>10</sup>. Ce qu'on appelle « intégration de la microfinance », bien que non limitée à une microclientèle, mais qui concerne aussi les PME, est peut-être le moyen le

plus fiable d'élargir les activités de manière significative en se basant sur les institutions « traditionnelles ».

Le groupe Banque mondiale - notamment à travers les activités de la Société financière internationale (SFI), son organisme de financement du secteur privé - a encouragé ce processus par des programmes pilotes auprès d'une sélection d'institutions clientes. Alors que celles-ci étaient plutôt des banques commerciales privées, l'expansion résultant de l'innovation peut également fournir aux banques publiques une opportunité de modernisation et de



commercialisation. Parmi les enseignements des exemples des banques s'attaquant au « bas du marché », qui sont particulièrement importants pour l'action des institutions financières visant à augmenter leur participation aux marchés, on retiendra ces éléments :

- les résultats sont meilleurs lorsqu'une importante activité de fourniture de crédits fait suite au développement d'une structure commerciale fiable, plutôt que l'inverse ;
- après une phase pilote appropriée, une banque disposant d'un réseau solide d'agences existantes peut se lancer plus rapidement dans la microfinance qu'une nouvelle institution dont c'est la seule activité ;
- les bailleurs de fonds peuvent se montrer efficaces en ne jouant qu'un rôle technique limité, en définissant les normes des meilleures pratiques et en aidant l'institution cliente à se procurer le degré d'expertise qui lui est nécessaire.

### MICROFINANCE, COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ

Bien que la microfinance soit un phénomène qui a surtout attiré l'attention dans les années 1990, certains de ses praticiens les plus connus comme la Banque Grameen, la Banque Rakyat Indonesia et Bancosol, sont opérationnels depuis les années 1980<sup>13</sup>. Au cours de la dernière décennie, un consensus s'est dégagé sur l'importance vitale de construire des systèmes de services financiers viables pour les pauvres. Cette position s'appuie sur trois perspectives :

- comme nous l'avons dit plus haut, sous l'angle du développement du secteur financier comme moyen pour intégrer dans le secteur financier officiel des individus exclus ;
- du point de vue de la création et de la croissance des entreprises ;

- et dans une perspective de réduction de la pauvreté.

En ce qui concerne cette dernière, l'accès à des institutions d'épargne fiables peut aider les pauvres à équilibrer la consommation durant les périodes de crises cycliques ou imprévues. Une fois atteint un certain niveau de sécurité économique, l'accès au crédit peut aider ces personnes à émerger de la pauvreté en améliorant la productivité de leurs entreprises ou en créant de nouvelles sources de revenus<sup>14</sup>.

Une caractéristique qui définit le développement de la microfinance durant la dernière décennie est le degré de modernisation de cette activité, et l'attention qu'elle a reçue des institutions financières multilatérales et bilatérales. Plusieurs institutions novatrices spécialisées en microfinance, généralement subventionnées au moins durant la phase initiale, ont réussi à gagner de nombreux clients jusque-là exclus des services financiers officiels, avec des taux réduits de défaillance de remboursement et une autonomie financière réelle ou potentielle. Les innovations inspirées de la finance informelle qui explique, en partie, ce succès sont :

- l'utilisation d'emprunts groupés qui exploitent la force de la cohésion sociale et l'influence des pairs au niveau de la communauté ;
- des mécanismes d'incitation qui conditionnent l'accès continu à des emprunts d'une valeur plus importante à la régularité des remboursements passés ;
- des structures de management légères et des procédures simplifiées qui contribuent à réduire les coûts.

La Banque mondiale, comme d'autres institutions, a développé une capacité interne pour introduire les bonnes pratiques de la microfinance dans ses opérations, et a joué un rôle de premier plan dans la création d'une entité regroupant plusieurs institutions, le Groupe consultatif pour assister les plus pauvres (CGAP), un acteur important dans le domaine de la microfinance.

La solidarité et la coopération sont donc étroitement associées au développement de la microfinance. Les succès de la microfinance basée sur des prêts communautaires ont eu tendance à éclipser « l'efficacité continue des coopératives de crédit et des unions de crédit, qui ont longtemps fonctionné comme des institutions quasi officielles, mais décentralisées dans de nombreux pays... »<sup>15</sup>. Les institutions financières coopératives, utilisant essentiellement l'épargne de leurs membres, et aidées par un cadre réglementaire et de surveillance amélioré progressivement et qui soutient leur stabilité, consolident leur présence dans le développement du secteur financier en général, en particulier dans le domaine de la microfinance<sup>16</sup>.

### **Le groupe Banque mondiale dans la microfinance**

Plusieurs objectifs sont au centre de la stratégie du groupe Banque mondiale pour la microfinance : d'abord, créer ou renforcer un environnement propice à la pratique de la microfinance en insistant sur des politiques centrées sur les marchés ; deuxièmement, soutenir le développement de la capacité institutionnelle dans plusieurs types d'institutions ; et troisièmement, promouvoir l'innovation dans les techniques, les méthodes et les produits. Cette stratégie diffère radicalement de l'approche « ligne de crédit » qui caractérisait les opérations jusqu'au début des années 1990. Cette stratégie reconnaît aussi l'importance de travailler avec une gamme d'institutions, plutôt que de se focaliser sur des organisations non gouvernementales ou d'autres praticiens qui peuvent compter sur la fourniture continue de subventions.

Dans le cas de la SFI, la microfinance représente une partie intégrante de sa stratégie générale pour le secteur financier qui encourage les systèmes financiers officiels à être moins exclusifs, de sorte que de

nombreuses micro-entreprises, des structures petites et rurales, puissent obtenir des services financiers de qualité. Afin de promouvoir des activités de microfinance commercialement viables, la SFI finance les activités lucratives du secteur privé de quatre façons principales :

- création d'institutions spécialisées dans la microfinance ;
- développement de la microfinance comme une ligne de produits pour les banques commerciales ou d'autres intermédiaires financiers non spécialisés dans la microfinance ;
- transformation d'organisations non gouvernementales en institutions officielles ou intermédiaires financiers de la microfinance ;
- et création de liens entre les institutions non bancaires, telles que les institutions de microfinance et le système bancaire.

A travers ses efforts, la SFI souhaite encourager l'élargissement global des activités des intermédiaires à vocation commerciale afin qu'ils multiplient la gamme, le volume et la portée des produits financiers pour les défavorisés.

De plus, en raison de la tendance actuelle qui donne aux institutions de microfinance un caractère officiel et commercial, le rôle de la SFI dans la microfinance devient de plus en plus utile. Etant donné son statut d'investisseur financier prêt à prendre des risques, de conseiller stratégique et de fournisseur d'assistance technique dans plus de 118 pays, la SFI est apte à contribuer de façon significative au secteur de la microfinance, alors qu'il tente de réaliser sa transformation vers la commercialisation. La SFI commence à renforcer ses ressources à travers des partenariats stratégiques avec des organisations ayant une expérience à l'échelle planétaire, qui partagent la vision de viabilité commerciale et d'intégration dans le secteur financier de la SFI. Il peut accroître son impact en faisant appel à des ressources à travers son solide réseau et ses partenariats avec le



secteur privé et avec d'autres agences multilatérales, bilatérales et publiques. La mise en œuvre de la stratégie du groupe Banque mondiale a abouti à des opérations visant à réformer l'environnement général pour les transactions garanties (ex : la Roumanie), à renforcer l'infrastructure légale, réglementaire et de surveillance pour les institutions d'épargne et de crédit (ex : Albanie, Moldavie), et à développer la capacité institutionnelle pour la fourniture de services financiers fiables en zones rurales (ex : Madagascar, Brésil), par exemple. En outre, des interventions ciblées sur des segments spécifiques de la population sont engagées en reconnaissant les bénéfices économiques potentiels qui peuvent en résulter, mais lorsque des subventions doivent intervenir.

### Trois exemples d'interventions ciblées

On peut tirer trois principaux enseignements des exemples présentés ci-après :

- les traditions locales et les réseaux sociaux existants peuvent être une base solide pour construire des mécanismes financiers ;
- bien que les programmes soient la responsabilité des gouvernements, leur gestion doit être autonome sans intervention publique directe ;
- et après la phase initiale, les programmes de microfinance, qui aspirent à devenir financièrement viables, doivent évoluer vers des réseaux privés qui remplaceront le financement par les gouvernements et les institutions par l'apport de l'épargne et du financement commercial.

#### L'exemple de l'Albanie

*Renforcement de la cohésion sociale en période d'agitation sociale et de changements structurels*

L'Albanie est un excellent exemple des liens entre la finance et l'intégration

sociale. Un programme de microcrédit rural, qui avait été conçu et testé à partir de 1992, a été réalisé dans le cadre du projet pilote pour la réduction de la pauvreté rurale à partir de 1993, précisément pour aider les populations rurales pauvres à prendre des décisions économiques pour la première fois depuis des décennies, recréant ainsi une économie de marché rurale. Dans ce contexte, le microcrédit (à travers les fonds de crédit de village, les VCF) était considéré non seulement comme un outil financier, mais aussi comme un outil social/psychologique qui aidait les gens à devenir des entrepreneurs.

Les terres agricoles ont été rapidement privatisées en Albanie, mais les nouveaux « agriculteurs » n'avaient littéralement aucun outil, produit, ni marché, encore moins un accès au crédit, ni l'expérience leur permettant de prendre des décisions économiques concernant leur avenir. Le système VCF a permis aux populations rurales d'Albanie de devenir économiquement actives, et a facilité leur intégration dans un nouvel environnement d'économie de marché. En outre, le système a remarquablement résisté à la crise civile de l'Albanie en 1997, lorsque l'effondrement de systèmes pyramidaux a provoqué une quasi-anarchie, y compris la chute du gouvernement, la saisie d'armes, le pillage et les incendies à une grande échelle (y compris les banques). Durant cette crise, le système VCF a maintenu son taux de remboursement au niveau élevé de 99 %, démontrant ainsi la force de la « propriété » locale. Un projet en cours assiste dans la transformation des VCF en un système viable d'associations privées d'épargne et de crédit.

#### L'exemple de l'Erythrée

*Renforcement de la cohésion sociale avant, pendant et après le conflit*

Le Programme d'épargne et de crédit (SCP), programme pilote commencé en

1996 dans le cadre du projet du fonds de développement de la communauté érythréenne financé par l'Association internationale de développement (AID), fournit un autre exemple de développement institutionnel émergent en l'absence totale d'institutions financières officielles. Le programme a souffert de plusieurs exemples de guerre ouverte et d'un état presque permanent de désordre économique et social. Le SCP n'a pas encore atteint une viabilité économique totale, mais il continue à faire des progrès significatifs en direction de cet objectif. Les effets de la guerre et un capital d'emprunt renouvelable insuffisant ont été des facteurs importants affectant l'expansion du programme. Encore dans sa phase initiale de développement, le SCP deviendra pleinement viable lorsque les problèmes essentiels concernant l'expansion du programme, la diversification des produits et des services financiers proposés, des activités pour la création de capacités institutionnelles fiables, auront été réglés rapidement et correctement.

L'expérience SCP démontre clairement les avantages d'un système bien ciblé, fondé sur les meilleures pratiques pour la fourniture de services de microcrédit utilisant une approche faisant appel aux communautés. Le SCP a servi :

- à stimuler la cohésion des communautés et à faire ressortir l'importance de l'action collective, de l'autonomie et de la responsabilité des membres ;
- à créer de nouvelles opportunités de revenu et d'emploi dans les communautés pauvres ;
- à renforcer l'interaction et les relations entre l'administrateur du village (un fonctionnaire local) et le secteur privé (les comités de crédit des banques de village et les membres de ces banques) ;
- et à fournir au gouvernement national les moyens d'articuler une politique nationale cohérente en matière de microfinance.

## L'exemple de Madagascar

### *Renforcement de la cohésion sociale parmi des groupes spécifiques*

Une section spéciale d'un projet qui traite de prêts à des groupes, le reste du projet étant consacré à la construction de capacité pour les coopératives d'épargne et de crédit, suggère que des actions spécifiquement ciblées peuvent être menées dans des réseaux financiers assez diversifiés dans le but d'atteindre les plus pauvres. Cette idée était présente dans un projet d'assistance technique financé par la Banque mondiale dont le but était de renforcer et de développer les réseaux existants des coopératives d'épargne et de crédit, afin de réduire la probabilité que les membres les plus pauvres de la communauté, notamment les femmes, seraient exclus des bénéfices de ce projet.

Un programme spécial de « crédit avec éducation » a été mis en place, dans lequel des prêts de groupe étaient accordés aux femmes, en plus d'une formation de base sur la santé (y compris des informations sur le virus HIV et le sida), la contraception, la nutrition et les pratiques commerciales saines. Le programme a permis au réseau des coopératives d'épargne et de crédit d'élargir son activité en dehors de sa clientèle traditionnelle pour atteindre les segments les plus pauvres de la population. Les premières informations recueillies, dans l'attente d'une étude d'impact complète, montrent que les femmes qui sont membres du programme ont constaté une amélioration de leurs revenus, de leur santé et de leurs conditions de vie.

Cet article a avancé l'idée que le développement des systèmes financiers, de même que les interventions ciblées, favorisent l'intégration sociale principalement à travers une participation accrue au marché. Le travail de politique du groupe Banque mondiale et l'expérience opéra-



tionnelle fournissent de précieuses indications sur les facteurs sous-jacents qui peuvent favoriser cette relation. En plus du rôle essentiel de la microfinance dans ce procédé, l'intégration de systèmes de crédit immobilier dans le secteur financier global contribue à la mobilisation de l'épargne privée vers des marchés de crédit immobilier stables. Ainsi, l'intégration sociale et spatiale est facilitée par des opportunités d'investissement accrues dans des infrastructures immobilières et communautaires qui créent un lien entre les quartiers défavorisés et leurs villes. De plus, le fait d'offrir une part dans la propriété d'actifs financiers au grand public, à travers des outils comme l'actionnariat, contribue encore au développement institutionnel, à la création d'emplois et à l'intégration sociale. Enfin, une concurrence plus vive entre les institutions financières contribue à l'intégration sociale en élargis-

sant la clientèle pour inclure les pauvres et les personnes jusque-là exclues.

La création d'environnements politiques légaux et réglementaires, favorisant le développement des systèmes financiers en général et de la microfinance en particulier, augmentant la capacité institutionnelle et soutenant les innovations technologiques, sont des pistes importantes que les institutions multilatérales doivent suivre. Le développement de la microfinance, en étant étroitement associé avec des éléments du capital social au niveau de la communauté, peut progresser de manière significative en étendant cette pratique parmi les institutions financières existantes, en utilisant des méthodes et technologies novatrices. De plus, compter uniquement sur des initiatives *ex nihilo* entraînerait le risque de submerger les structures sociales avec des fonctions que leurs pratiques traditionnelles ne les ont pas préparées à assumer.

## NOTES

1. Smelser, 1997.
2. L'argument pour une relation de cause à effet entre le développement financier et la croissance, la stabilité macroéconomique et la réduction de la pauvreté, est présenté de manière pertinente dans Banque mondiale, 2001a.
3. Cet article a bénéficié de la collaboration de membres du personnel : Kathryn Funk, Elizabeth Littlefield, Marilyn Manalo et Korotoumou Ouattara. Des suggestions et des commentaires pertinents ont été reçus de Cesare Calari, Loic Chiquier, Patrick Conroy, Tom Glaessner, Claudia Morgenstern et Peer Stein. Nous remercions le Help Desk du secteur financier pour son assistance efficace pour la constitution des références.
4. Cet article sera axé essentiellement sur la microfinance étant donné son évolution rapide et son impact direct et souvent immédiat sur l'intégration sociale et la réduction de la pauvreté.
5. Sen and Wolfensohn, 1999, p. 1.
6. Sen, 1999.
7. Banque mondiale, 2001a.
8. Ledgerwood, 1990 ; Rutherford, 2000 ; Banque mondiale, 2001a.
9. Claessens, Glaessner et Klingebiel, 2001, p. 22.
10. Claessens, Glaessner et Klingebiel, 2001, et Ledgerwood, 1999.
11. A la fin de 2000, BancoSol en Bolivie avait 61 000 clients emprunteurs, après 13 ans d'existence. Compartamos au Mexique avait 64 000 clients, après environ 10 ans. L'encours moyen des prêts pour les institutions de microfinance d'Amérique du Sud représentait 45 % du PNB par habitant, selon le MicroBanking Bulletin d'avril 2001. Au Bangladesh, l'encours moyen de prêt de la Banque Grameen est de 140 dollars US, environ 40 % du PNB par habitant.
12. La « rentabilité opérationnelle » signifie que tous les coûts opérationnels à l'exception des coûts financiers, sont couverts par les revenus financiers des prêts. « La rentabilité financière » est la capacité de payer tous les coûts, y compris les coûts financiers, avec les intérêts perçus.
13. « Microfinance... concerne la fourniture de services financiers aux clients à bas revenus, y compris les travailleurs non salariés », Ledgerwood, 1999, p. 1.

14. Bennett et Cuevas, 1996.
15. Banque mondiale, 2001a, p. 74. Voir aussi Westley and Branch, 2000.
16. Les travaux en cours à la Banque mondiale et au CGAP indiquent que les institutions financières coopératives atteignent un grand nombre de pauvres à travers le monde ayant une meilleure chance d'indépendance financière étant donné leur base de clientèle diversifiée, comparé à des institutions spécialisées dont la cible est plus étroite.

### BIBLIOGRAPHIE

- BANQUE MONDIALE (a), *Financer la croissance. Choix politiques dans un monde volatil*, Banque mondiale et Oxford University Press, Oxford et New York, 2001.
- BENNETT L. ET CUEVAS C.-E. (guest editors), *Services bancaires viables pour les pauvres*. *Journal of International Development* 8 (2), 1996.
- CLAESSENS S., GLAESSNER T. ET KLINGEBIEL D., *La finance électronique dans les marchés émergents : un bon en avant est-il possible ?*, Banque mondiale, document de discussion n° 7 du secteur financier, juin 2001.
- LEDGERWOOD J., *Manuel de la microfinance. Perspective institutionnelle et financière*, Banque mondiale, services bancaires viables pour les pauvres, Washington, 1999.
- RUTHERFORD S., *Les pauvres et leur argent*, DFID et Oxford University Press, Oxford et New York, 2000.
- SCHONBERGER S. et CHRISTEN R., *Les banques qui s'intéressent au « bas du marché » : l'histoire de Banco do Nordeste au Brésil*, projet non publié pour CGAP Focus Note, 2001.
- SEN A., *Développement en tant que liberté*, Knopf, New York, 1999.
- SEN A. et WOLFENSOHN J.-D., *Le développement : une pièce à deux faces*, initialement publié dans *International Herald Tribune*, 5 mai 1999.
- SMELSER N.-J., *Les dimensions sociales du développement économique*, Banque mondiale, ESD série évaluation sociale, n° 48, février 1997.
- WESTLEY G.-D., et BRANCH B. (rédacteurs), *Argent sûr. Créer des unions de crédit efficaces en Amérique du Sud*, Banque inter-américaine de développement et Conseil mondial des unions de crédit, Johns Hopkins, University Press, Washington, 2000.